

Chronologie Israël-Palestine

Dans le courant de l'année 2007, l'avenir du gouvernement du Premier ministre Ehud Olmert est menacé, discrédité d'une part par le rapport intérimaire de la commission Winograd publié en avril, qui conclut à des défaillances dans la conduite de la guerre au Liban en 2006 et d'autre part par des affaires de corruption, dans lesquelles plusieurs membres du gouvernement sont impliqués, y compris Ehud Olmert. Les appels à la démission du Premier ministre Ehud Olmert s'intensifient, aussi bien au sein de l'opinion publique israélienne que de son propre parti Kadima et plusieurs membres de Kadima démissionnent de leur poste. À la crise politique qui frappe le gouvernement, s'ajoute le scandale qui touche le président israélien Moshe Katsav, poursuivi pour plusieurs chefs d'accusation, dont harcèlement sexuel et viol. En janvier, celui-ci est mis en incapacité temporaire, avant de démissionner au mois de juillet. Shimon Peres devient alors officiellement le neuvième président d'Israël.

Dans les territoires occupés, les violences interpalestiniennes entre les partisans du Fatah, le parti du président palestinien Mahmoud Abbas, et du Hamas, qui avait remporté les élections législatives en janvier 2006, se poursuivent en 2007. En février, le président Abbas et le président du bureau politique du Hamas basé à Damas, Khaled Meshal, signent l'accord de la Mecque, qui établit un cessez-le-feu et conduit à la création d'un gouvernement d'union nationale en mars. Les gouvernements européens et les États-Unis déclarent qu'ils s'entretiendront avec les membres du nouveau cabinet qui ne sont pas affiliés au Hamas, alors qu'Israël refuse tout dialogue avec le

nouveau gouvernement d'union. Seul la Norvège annonce qu'elle reconnaîtra le nouveau gouvernement et qu'elle reprendra son aide financière. Après un relatif calme, les violences interpalestiniennes s'intensifient à nouveau dans le courant du mois de mai et de juin, faisant des centaines de morts, dont de nombreux civils. Mi-juin, la guerre entre les deux factions rivales se solde par la prise de contrôle du Hamas sur la bande de Gaza, séparant de fait les territoires palestiniens en deux blocs, la Cisjordanie étant toujours sous le contrôle du Fatah. En riposte, le président Abbas renvoie le gouvernement d'union nationale, met sur pied un cabinet d'urgence et illégalise les forces exécutives du Hamas ainsi que ses milices. L'UE et les États-Unis reconnaissent immédiatement le gouvernement d'urgence et annoncent en juin la fin de l'embargo économique et politique contre l'Autorité palestinienne, imposé en mars 2006 suite à la victoire du Hamas aux élections législatives. En juillet, un nouveau gouvernement palestinien est constitué en Cisjordanie, soutenu par l'Occident. À partir de juillet, les pourparlers entre l'Autorité palestinienne et le gouvernement israélien sur un « accord de principe » s'accélèrent et Israël prend plusieurs mesures pour renforcer le Fatah du président Mahmoud Abbas face au Hamas, dont la fin de son blocus économique contre l'Autorité palestinienne et la libération de centaines de prisonniers palestiniens et de militants du Fatah. Lors de la conférence internationale à Annapolis en novembre pour la paix au Proche-Orient, patronnée par le président américain George W. Bush, les deux parties s'engagent à conclure un accord de paix d'ici la fin 2008. Une délégation de la Ligue ara-

be participe à cette conférence. En décembre, un comité de pilotage composé de négociateurs palestiniens et israéliens se tient à Jérusalem pour lancer les pourparlers sur la conclusion d'un accord de paix. En décembre, une réunion des donateurs internationaux pour la Palestine promet de verser 7,4 milliards de dollars à l'Autorité palestinienne en Cisjordanie.

En dépit de la crise politique interne dans les territoires occupés et le cessez-le-feu décrété entre Israël et les factions palestiniennes en novembre 2006, les violences entre l'armée israélienne et les factions palestiniennes dans la bande de Gaza se poursuivent tout au long de l'année 2007. En mars, pour la première fois depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, le bras militaire du Hamas, Izz ad-Din al-Qassam, lance une attaque contre Israël et celle-ci riposte au lancement de roquettes. En février et en avril, Israël arrête des militants palestiniens recherchés à Naplouse et Jénine. En avril, l'armée israélienne, pour la première fois depuis le cessez-le-feu de novembre 2006 et son retrait de la bande de Gaza, lance une incursion militaire dans la bande de Gaza, près de la ville de Beit Hanoun. En mai, l'armée israélienne lance des raids en Cisjordanie, détenant plusieurs représentants politiques du Hamas, dont le ministre de l'éducation Nasir al-Din al-Shair. En septembre, face au lancement continu de roquettes, Israël déclare la bande de Gaza « territoire hostile » et adopte formellement une politique visant à limiter la circulation de marchandises vers la bande de Gaza ainsi que la fourniture de carburant et d'électricité et ce dans le but d'asphyxier le gouvernement du Hamas. Les mesures israéliennes aggravent également la crise humanitaire à laquelle les

habitants de la bande de Gaza sont confrontés depuis la victoire du Hamas aux élections législatives en janvier 2006.

Janvier 2007

Israël

- Le 9 janvier, le Comité de Résistance Populaire, un des groupes militants palestiniens qui avaient enlevé le soldat israélien Gilad Shalit en juin 2005, annonce que ce dernier est en bonne santé et qu'il sera libéré en échange de la libération de prisonniers palestiniens.
- Le 16 janvier, le ministère de la justice annonce qu'une enquête criminelle sera lancée contre le Premier ministre Ehud Olmert dans le cadre de l'affaire de la privatisation de la banque Luemi en 2005, à l'époque où Olmert était ministre des finances.
- Le 17 janvier, le lieutenant général Dan Halutz, chef d'état-major de Tsahal (les Forces de défense d'Israël), qui est depuis des mois la cible de critiques concernant la performance de l'armée israélienne lors de la guerre contre le Liban en 2006, démissionne. Le 22 janvier, le lieutenant général Gaby Ashkenazi, directeur général du ministère de la défense, est désigné pour le remplacer.
- Le 25 janvier, la Knesset vote la mise en « incapacité temporaire » du président Moshe Katsav pour une durée de trois mois, afin qu'il puisse répondre aux accusations de viol, de harcèlement sexuel, d'abus de pouvoir et de corruption. Le président de la Knesset Dalia Itzik, occupe le poste par intérim.
- Le 28 janvier, Raleb Majadele, un député israélien d'origine arabe, membre du Parti Travailleiste, est nommé au poste de ministre sans portefeuille. Il est le premier arabe musulman à faire partie d'un cabinet israélien. Le ministre de la défense et leader du Parti Travailleiste Amir Peretz avait déclaré le 10 janvier qu'il souhaitait voir Majadele nommé au poste de ministre des sciences et technologies, de la culture et du sport.

Palestine

- Le 3 janvier, les violences interpalestiniennes entre les partisans du Hamas et du Fatah reprennent dans la bande de Gaza, tuant 5 palestiniens. Le 3 janvier

au soir, des représentants des deux factions se rencontrent à Khan Yunis et acceptent de retirer les combattants des rues et de libérer les militants enlevés. Le lendemain, de nouvelles violences éclatent à Jabiliya à Gaza. Le colonel Mohammed Ghayeb, un commandant des Forces de sécurité préventive sous contrôle du Fatah, et 6 de ses gardes du corps sont tués par la Force exécutive, une force de sécurité parallèle sous le commandement du ministre de l'intérieur et de la sécurité nationale Saïd Siyam, membre du Hamas. Le 4 janvier, le président Mahmoud Abbas, issu du Fatah, et le Premier ministre du Hamas Ismael Haniyeh se rencontrent en présence de médiateurs égyptiens. Ils s'accordent pour retirer les groupes armés rivaux des rues de Gaza. Le 6 janvier, le président Abbas annonce qu'il déclarera la Force exécutive illégale si elle n'est pas immédiatement intégrée aux autres forces de sécurité palestiniennes se trouvant sous son commandement. Le président Abbas nomme Mohammed Dahlan, l'ancien chef des Forces de sécurité préventive à Gaza, au poste de commandant général des services de sécurité palestiniennes. Les pourparlers du 21 et 22 janvier à Damas, en Syrie, entre le président Abbas et le président du bureau politique du Hamas Khaled Meshal échouent à mettre fin aux rivalités et à former un gouvernement d'unité. Les 25 janvier, les affrontements reprennent, malgré les appels au calme du président et du Premier ministre. Au moins 30 palestiniens sont tués, dont plusieurs civils. Le 30 janvier, les deux factions se mettent d'accord sur une trêve.

Négociations de paix

- Le 11 janvier, dans une interview accordée à Reuters, le président du bureau politique du Hamas, Khaled Meshal, déclare qu'Israël est une « réalité et qu'il y aura toujours un État nommé Israël », avant d'ajouter que le Hamas ne reconnaîtra pas formellement Israël avant la création d'un État palestinien, composé de la bande de Gaza, de la Cisjordanie et de Jérusalem Est, et le respect du droit des réfugiés palestiniens à retourner chez eux.
- Le 14 janvier, la secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice rencontre le ministre israélien des affaires étrangères

Tzipi Livni, qui propose de créer un État palestinien intérim avec des frontières temporaires. Cette proposition est rejetée le lendemain par le président Mahmoud Abbas, lors de sa rencontre avec Rice, ajoutant que seul un accord de paix global pouvait résoudre le conflit. Lors de sa visite, Rice promet un plus grand engagement des États-Unis dans le processus de paix au Moyen-Orient.

- Le 18 janvier, Israël annonce qu'il va dégeler 100 millions de dollars de recettes fiscales dues à l'Autorité palestinienne, afin de les verser au président Abbas.

Conflits entre les parties

- Le 4 janvier, les Forces de défense d'Israël lancent un raid à Ramallah, tuant 4 Palestiniens et en kidnappant 4 autres. Le 29 janvier, les Brigades des Martyres d'al-Aqsa, affiliées au Fatah, et le Jihad Islamique commettent un attentat suicide dans une boulangerie à Eilat, tuant 3 Israéliens. C'est le premier attentat suicide en Israël depuis avril 2006. Le porte-parole du Hamas à Gaza Fawzi Barhoun déclare que cet attentat est la réponse naturelle aux opérations militaires d'Israël dans la bande de Gaza. Le 30 janvier, les forces aériennes israéliennes bombardent un tunnel situé à l'est de la bande de Gaza.

Février 2007

Israël

- Le 9 février, à la sortie de la prière du vendredi à la mosquée d'al-Aqsa, des croyants manifestent contre les travaux qui ont lieu près de la mosquée. Alors que la police israélienne tente de disperser les manifestants, des affrontements éclatent entre palestiniens et israéliens. Les travaux qui visent à reconstruire un pont qui s'était écroulé en 2004, sont considérés comme une menace par de nombreux palestiniens, qui pensent qu'Israël veut détruire la mosquée d'al-Aqsa afin de reconstruire le temple juif. Quinze policiers et 17 palestiniens sont blessés alors que 17 palestiniens sont arrêtés. Le 12 février le maire de Jérusalem annonce contre toute attente que les travaux sont suspendus.

Palestine

▪ Le premier février, la trêve décidée le 30 janvier dernier, est rompue lorsque des combattants du Hamas attaquent un convoi de camion transportant des armes destinées à la garde présidentielle dans la bande de Gaza. Cinq personnes meurent et trente autres sont blessées dans les affrontements armés qui s'en suivent. Le 2 février, les combats s'intensifient. Dix-sept personnes, dont 4 enfants, sont tuées lorsque les forces du Fatah attaquent l'Université islamique, affiliée au Hamas, et que des combattants du Hamas attaquent un poste de sécurité du Fatah. Le président Mahmoud Abbas appelle au calme. Le 4 février, les rues de Gaza retrouvent un certain calme, permettant aux palestiniens de se ravitailler. Le 6 février, le président Mahmoud Abbas et le président du bureau politique du Hamas basé à Damas Khaled Meshal se rencontrent à La Mecque à l'invitation du roi d'Arabie saoudite. Le 8 février, ils signent un accord sur la formation d'un nouveau gouvernement d'union nationale. Selon l'accord, le Hamas refuserait toujours de reconnaître explicitement Israël et accepterait seulement de « respecter » les accords de paix antérieurs, signés par l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP). Pour la première fois le Hamas s'engage à respecter et à mettre en œuvre la proposition de paix « territoires contre la paix », entérinée par la Ligue arabe en mars 2002 pour mettre fin au conflit israélo-arabe.

Négociations de paix

▪ Le 18 février, la secrétaire d'État Condoleezza Rice rencontre séparément le président palestinien Mahmoud Abbas et le Premier ministre israélien Ehud Olmert, avant une réunion commune entre les deux parties à Jérusalem le 19 février. Les deux parties s'engagent à se revoir bientôt et appellent les États-Unis à s'engager davantage dans le processus de paix au Proche-Orient.

Conflits entre les parties

▪ Du 24 au 27 février, l'armée israélienne lance une opération dans la ville de Naplouse visant à arrêter des militants recherchés. Le 25 février, un couvre-feu est imposé alors que les soldats is-

raéliens procèdent à une fouille de porte à porte. Le 26 février, un homme est tué et son fils est blessé.

Mars 2007

Israël

▪ Le premier mars, le contrôleur de l'État Micha Lindenstraus ordonne l'ouverture d'une enquête criminelle à l'encontre du Premier ministre Ehud Olmert dans une affaire de corruption, qui remonte à l'époque où il était ministre du commerce et de l'industrie (2003-2005).
▪ Le 8 mars, le journal *Haaretz* publie un rapport secret, soumis par le Premier ministre Ehud Olmert à la commission Winograd, mise en place en septembre 2006 pour enquêter sur la gestion par le gouvernement et l'armée de la guerre avec le Liban en juillet et août 2006. Selon le rapport, les préparatifs de la guerre contre le Hezbollah avaient commencé 4 mois avant que ce dernier enlève les 2 soldats israéliens, ce qui avait officiellement déclenché la guerre.

Palestine

▪ Le 12 mars, le correspondant de la *BBC* dans la bande de Gaza, Alan Johnston, est enlevé par des hommes armés près de l'ambassade d'Égypte dans la bande de Gaza. L'enlèvement n'est pas revendiqué. Le 16 mars, John Ging, directeur de l'UNRWA, échappe de peu à une tentative d'enlèvement à Gaza.
▪ Le 15 mars, le Fatah et le Hamas forment un gouvernement d'union nationale pour remplacer le gouvernement formé en mars 2006 par le Premier ministre Ismail Haniyeh, issu du Hamas. Le 17 mars, le Conseil législatif palestinien donne sa confiance au nouveau gouvernement avec 83 voix contre 3. Le nouveau gouvernement est composé majoritairement de ministres issus du Fatah et de ministres indépendants. Haniyeh maintient son poste de Premier ministre. Israël déclare immédiatement qu'elle ne négociera pas avec ce nouveau gouvernement, qui ne respecte pas les trois conditions internationales établies en janvier 2006 par le Quartet, c'est-à-dire renoncer à la violence, reconnaître l'État d'Israël et respecter les accord israélo-palestiniens existants. Les gouverne-

ments européens, quant à eux, déclarent qu'ils seront en contact avec les membres du gouvernement qui ne sont pas membres du Hamas. Le 18 mars, les États-Unis déclarent qu'ils rencontreront également certains membres du gouvernement mais qu'ils ne reprendront pas leur financement direct au gouvernement. La Norvège annonce qu'elle reconnaîtra le nouveau gouvernement et qu'elle reprendra son aide financière.

Négociations de paix

▪ Le 11 mars, le président palestinien Mahmoud Abbas et le Premier ministre israélien Ehud Olmert se rencontrent à la résidence d'Olmert à Jérusalem, en présence de la secrétaire d'État Condoleezza Rice. Abbas et Olmert promettant à la secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice de tenir des pourparlers tous les quinze jours.

Conflits entre les parties

▪ Le 7 mars, l'armée israélienne arrête 18 militants palestiniens présumés, lors d'un raid sur les bureaux des services de renseignement militaire de l'Autorité palestinienne, près de Ramallah.
▪ Le 19 mars, le bras militaire du Hamas, les Brigades Izz ad-Din al-Qassam, revendique sa responsabilité dans les coups de feu tirés près de la frontière entre la bande de Gaza et Israël, qui ont blessé un civil israélien. C'est la première attaque revendiquée par le groupe depuis le cessez-le-feu entré en vigueur en novembre 2006. Le 28 mars, l'armée israélienne lance des artilleries sur la bande de Gaza, visant des militants palestiniens soupçonnés de préparer une attaque. C'est la première fois depuis le cessez-le-feu de novembre 2006 qu'Israël riposte au lancement de roquettes.

Avril 2007

Israël

▪ Le 10 avril, la police interroge pendant 4 heures le Premier ministre Ehud Olmert, dans le cadre d'une enquête de corruption impliquant son assistante personnelle. Le 22 avril, le ministre des finances Abraham Hirchon se suspend lui-même de ses fonctions pour trois

mois, en attendant les résultats de l'enquête de la police concernant des allégations de détournement de fonds.

- Le 22 avril, la Knesset décide de prolonger la suspension temporaire du président Moshe Katsav de ses fonctions, jusqu'à la fin de son mandat présidentiel le 15 juillet prochain. Moshe Katsav fait l'objet d'une enquête pour viol, harcèlement sexuel et abus de pouvoir.
- Le 30 avril, la commission Winograd, mise sur pied en septembre 2006 afin d'analyser et de tirer des leçons de la guerre israélo-libanaise de 2006, remet son rapport intérimaire, qui conclut à des défaillances dans la conduite de la guerre au Liban et désigne entre autres le Premier ministre Ehoud Olmert comme responsable, l'accusant d'avoir manqué de jugement, de responsabilités et de prudence. Le rapport pointe également du doigt le ministre de la défense Amir Peretz et le lieutenant général Dan Halutz, qui avait démissionné comme Chef d'état-major des Forces de défense d'Israël en janvier.

Palestine

- Le 5 avril, le Consul général du Royaume-Uni à Jérusalem rencontre le Premier ministre Ismail Haniye, membre du Hamas, pour discuter du sort de Alan Johnston, le correspondant de la *BBC* enlevé le 12 mars dernier dans la bande de Gaza. C'est la première rencontre entre un officiel européen et un ministre du Hamas depuis la formation du nouveau gouvernement d'union nationale en mars dernier.
- Le 10 avril, le département d'État américain annonce que l'administration du président américain George W. Bush va verser une aide de près de 60 millions de dollars aux forces de sécurité contrôlées par le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas, après que le Congrès ait renoncé à bloquer ces fonds.

Négociations de paix

- Le premier avril, le Premier ministre israélien Ehud Olmert invite, dans une déclaration publique, le roi saoudien Abdullah ibn Abdul Aziz et les autres leaders arabes à le rencontrer. En mars, lors de son 19e sommet en Arabie Saoudite, la Ligue arabe avait relancé la proposition

de paix « territoires contre la paix ». Le 18 avril, les ministres des affaires étrangères arabes se rencontrent au Caire et décident que l'Égypte et la Jordanie rencontreront Israël afin de discuter d'une éventuelle rencontre plus large.

- Le 8 avril, Fawzi Barhoum, un porte-parole du Hamas, annonce que les groupes militants palestiniens impliqués dans l'enlèvement du soldat israélien Gilad Shalit en juin 2006, ont par l'intermédiaire de médiateurs égyptiens envoyé aux autorités israéliennes une liste comprenant les noms d'environ 450 prisonniers palestiniens, dont ils demandent la libération en échange de la libération du soldat israélien.
- Le 15 avril, le président Mahmoud Abbas et le Premier ministre Ehud Olmert se rencontrent à Jérusalem où ils discutent entre autres de la levée des restrictions sur la liberté de mouvement des palestiniens et des biens ainsi que des questions sécuritaires.

Conflit entre les parties

- Le 4 avril, pour la première fois depuis le cessez-le-feu de novembre 2006, des troupes israéliennes pénètrent dans la bande de Gaza, à 500 m à l'est de la ville de Beit Hanoun, dans la bande de Gaza. L'objectif de l'opération est d'empêcher le lancement de roquettes par les militants palestiniens. Un palestinien est tué lors de l'opération.
- Le 10 avril, le Shin Bet, le service de sécurité interne israélien, annonce qu'il a arrêté dans la ville de Qalqilya 10 militants du Hamas, soupçonnés d'être en train de préparer un attentat pour les fêtes juives à Tel Aviv.
- Les 21 et 22 avril, les forces israéliennes entrent dans Jénine et Naplouse, en Cisjordanie, pour arrêter des militants palestiniens. Neuf palestiniens meurent dans les affrontements. En riposte, le 24 avril, les Brigades Izz ad-Din al-Qassam, la branche armée du Hamas, tirent plusieurs roquettes depuis la bande de Gaza.

Mai 2007

Israël

- Le premier mai, en riposte aux critiques de la commission Winograd

concernant la gestion du gouvernement et de l'armée israélienne de la guerre avec le Liban en 2006, le ministre sans portefeuille Eitan Cabel, membre du Parti Travailleuse, démissionne. Il déclare qu'il ne veut plus faire partie d'un gouvernement sous le leadership d'Olmert. Le 2 mai, la vice-première ministre et ministre des affaires étrangères Tzipi Livni, membre du parti Kadima, annonce qu'elle a conseillé à Olmert de démissionner. Le 2 mai, le leader de Kadima à la Knesset Avigdor Yotshaki démissionne déclarant que le Premier ministre n'avait plus la confiance de son parti ni de son pays. Le 3 mai, plus de 100 000 manifestants rassemblés sur le square Rabin à Tel Aviv demandent la démission du Premier ministre Olmert.

- Le 6 mai, B'Tselem et le Centre pour la défense des individus, deux organisations israéliennes des droits de l'homme, publient un rapport conjoint intitulé « Absolument interdit », dans lequel ils accusent les membres du Shin Bet d'avoir torturé des prisonniers palestiniens, violant une décision de la Cour Suprême qui interdit cette pratique.
- Le 10 mai, en violation du droit international, le conseil de la ville de Jérusalem annonce que 3 nouvelles colonies seront construites à Atarot, Ramot Allon et Walaja, occupés par Israël en 1967. L'objectif de ces constructions est de relier les colonies de Jérusalem aux colonies établies en Cisjordanie.
- Le 28 mai, lors des élections primaires au sein du Parti Travailleuse, Amir Peretz, le ministre de la défense et actuel leader du parti n'obtient que 22 % des voix, contre 35,6 % pour l'ancien premier ministre Ehud Barak et 30,1 % pour Ami Ayalon, un ancien responsable du Shin Bet. Le deuxième tour aura lieu le 12 juin.

Palestine

- Le 9 mai, la chaîne de télévision arabe *Al-Jazeera* diffuse une vidéo provenant du groupe radical Jasih al-Islam (l'Armée de l'Islam) et montrant la carte de presse du correspondant de la *BBC* Alan Johnston, enlevé le 12 mars dernier dans la bande de Gaza. Le groupe demande au Royaume-Uni de libérer le religieux Omar Mahmood Abu Omar, un Jordanien détenu depuis 2002 et qui risque d'être extradé vers la Jor-

danie où il a été condamné en absence pour terrorisme. Le groupe est prêt à payer pour sa libération ainsi que celle d'autres prisonniers.

- Le 11 mai, suite au déploiement par le Fatah de 3 000 agents de sécurité dans la bande de Gaza sans en aviser le Hamas, des combattants du Hamas ripostent en attaquant le bâtiment de la sécurité nationale et en tirant sur des barrières routières du Fatah. Le 13 mai, Baha Abu Jarad, une figure importante des Brigades des Martyres d'al-Aqsa, affiliés au Fatah, est assassiné, provoquant des affrontements entre les deux factions rivales. Le 14 mai, le ministre de l'intérieur Hani Talab Abd-al-Rahman al-Qawasimi, membre indépendant du gouvernement, démissionne. Le soir, les deux factions décrètent un cessez-le-feu. Les 15 et 16 mai, 20 Palestiniens sont tués dans la bande de Gaza, malgré le cessez-le-feu. Les hommes armés du Hamas attaquent un camp de la garde présidentielle près du terminal de Karni, tuant 7 gardes. Le 16 mai, les violences s'intensifient tuant au moins 16 palestiniens. Des partisans du Hamas attaquent la résidence du général Rashid Abu Shbak, responsable de l'unité de sécurité préventive du Fatah et tuent 6 de ses gardes du corps. Les pourparlers entre le président Mahmoud Abbas du Fatah et le leader du bureau politique du Hamas basé à Damas, Khaled Meshal, échouent à mettre un terme à la spirale de la violence. Le 18 mai, des échanges de feu ont lieu entre des militants du Hamas cantonnés dans l'Université islamique dans la ville de Gaza et les forces du Fatah, retranchées dans le ministère des affaires étrangères tout près. Le 19 mai, les Égyptiens obtiennent un cessez-le-feu. Le même jour, 22 membres du Hamas et membres de sécurité du Fatah sont tués. Six civils sont également tués.

Conflit entre les parties

- Le 15 mai, des militants du Hamas tirent plusieurs roquettes sur la ville de Sderot, touchant une école et une maison et blessant une douzaine de personnes. Le 16 mai, en riposte, un hélicoptère israélien attaque un camp d'entraînement du Hamas près de Rafah et tue 4 combattants du Hamas. Les 17 et 18 mai, l'armée israélienne lance des attaques

aériennes contre des cibles du Hamas à Gaza, tuant 10 personnes et en blessant une douzaine, alors que les tanks et l'infanterie israélienne entrent dans le nord de la bande de Gaza. Le 20 mai, Israël lance une attaque aérienne sur la maison de Khalil al-Haya, un député Hamas du Conseil législatif palestinien, dans le quartier de Sajaiya, et tue 7 membres de sa famille. Le 21 mai, pour la première fois depuis novembre 2006, une femme israélienne est tuée par une roquette lancée sur Sderot, où le Haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE rencontre le ministre des affaires étrangères Tzipi Livni. La riposte israélienne coûte la vie à 5 palestiniens, dont 4 membres du Jihad Islamique. Le 24 mai, l'armée israélienne lance plusieurs raids en Cisjordanie, où elle arrête plusieurs politiques du Hamas, dont le ministre de l'éducation Nasir al-Din al-Shair, des députés du Hamas ainsi que 4 maires. Le 27 mai, un autre civil israélien est tué par une roquette lancée par le Hamas. Israël riposte par une attaque aérienne sur la bande de Gaza.

Juin 2007

Israël

- Le 12 juin, Ehud Barak, ancien Premier ministre, remporte le deuxième tour des élections du leader du Parti Travailleiste avec 51,2 % des voix contre 47,7 % pour Ami Ayalon. Le 18 juin, il succède à l'actuel vice-Premier ministre et ministre de la défense Amir Peretz.
- Le 13 juin, Shimon Peres, membre du parti Kadima, est élu au poste de président d'Israël par la Knesset. Le 28 juin, l'actuel président Katsav, qui fait l'objet de poursuites judiciaires, accepte de plaider coupable pour des accusations mineures en échange de l'abandon des poursuites à son encontre pour viol. Moshe Katsav accepte également de remettre sa démission, le 29 juin. Sa démission sera effective le 2 juillet.
- Le 15 juin, le Conseil de Sécurité des Nations unies adopte la Résolution 1759 (2007) prorogeant pour 6 mois le mandat de la Force des Nations unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD), stationnée sur le plateau du Golan.
- Le 25 juin, pour la première fois depuis l'enlèvement du soldat israélien Gi-

lad Shalit en juin 2006 par les Brigades d'Izz ad-Din al-Qassam, le bras militaire du Hamas, l'Armée de l'Islam et le Comité de Résistance Populaire, un enregistrement audio de lui est diffusé. Dans cet enregistrement Shalit déclare que sa santé se détériore.

Palestine

- Le premier juin, le site Internet *al-Ekhl-aa* publie une vidéo de l'Armée de l'Islam sur laquelle on peut voir Alan Johnston, le correspondant de la BBC enlevé en mars dernier. C'est la première preuve concrète que Johnston est en vie depuis son enlèvement. Johnston déclare dans la vidéo qu'on le traite bien et il demande au Royaume-Uni de libérer les prisonniers, en particulier le clerc Omar Mahmood Abu Omar, détenu au Royaume-Uni depuis 2002. Le 25 juin, une nouvelle vidéo le montre avec une ceinture d'explosifs autour de la taille. Johnston déclare que ses ravisseurs la feront exploser si on essaie de le libérer par la force.
- Le 9 juin, des nouveaux affrontements éclatent entre les partisans du Hamas et du Fatah dans la bande de Gaza. Le 11 juin, malgré un nouveau cessez-le-feu, 9 personnes sont tuées. Le 12 juin, des membres de la garde présidentielle du Fatah attaquent la maison du Premier ministre Ismail Haniyeh, membre du Hamas, dans le camp de réfugiés de Shati près de la ville de Gaza. En riposte, le Hamas attaque un certain nombre de postes de sécurité contrôlés par le Fatah et déclare le nord de Gaza « zone militaire fermée ». Le 13 juin, le Hamas consolide sa mainmise sur une grande partie de la bande de Gaza, après avoir entre autre détruit les bureaux du Fatah à Khan Yunis. Le 13 juin au soir, le Hamas contrôle le nord de la bande de Gaza ainsi que la ville de Gaza, à l'exception de la résidence présidentielle et des quartiers généraux des Forces de sécurité nationale à Al Suraya. Quinze personnes sont tuées ce jour-là. En Cisjordanie, une douzaine d'activistes du Hamas sont arrêtés par les Forces de sécurité palestiniennes, loyales au président Mahmoud Abbas. Le 14 juin, Abbas limoge le gouvernement d'union nationale formé en mars dernier et décrète l'état d'urgence. Aussitôt, les États-Unis approuvent la décision d'Abbas. Le 15 juin, le Hamas prend définitivement le contrô-

le de la bande de Gaza, séparant de fait les territoires palestiniens en deux blocs, la Cisjordanie étant toujours sous le contrôle du Fatah. Le 17 juin, Abbas met sur pied un cabinet d'urgence, présidé par Salam Khalid Abdallah Fayyad. Par décret, il rend les forces exécutives du Hamas et ses milices illégales. Le Hamas qualifie le gouvernement d'urgence d'illégitime. Le 18 juin, l'UE et les États-Unis annoncent la fin de l'embargo économique et politique à l'encontre de l'Autorité palestinienne, imposé en mars 2006 suite à la victoire du Hamas aux élections législatives. Le 24 juin, Israël accepte de dégeler 350 millions de dollars en recette fiscale et le 25 juin, le Premier ministre Ehud Olmert rencontre le président Abbas, le président égyptien Hosni Moubarak et le roi Abdullah II de Jordanie à Sharm-el-Sheikh. Il annonce qu'il libèrera 250 membres du Fatah emprisonnés dans les prisons israéliennes.

Conflits entre les deux parties

- Le 27 juin, afin de mettre un terme au lancement de roquettes sur Israël depuis la bande de Gaza, l'armée israélienne lance une série d'attaques sur la bande de Gaza, faisant au moins 12 morts.

Négociations de paix

- Le 27 juin, le Quartet pour le Proche-Orient, annonce la nomination de l'ancien Premier ministre anglais Tony Blair en tant qu'émissaire spécial du Quartet pour le Proche-Orient.

Juillet 2007

Israël

- Le 2 juillet, l'actuel président d'Israël Moshe Katsav, poursuivi par la justice entre autre pour viol et harcèlement sexuel, démissionne. Le 15 juillet, Shimon Peres devient officiellement le 9^e président d'Israël. Lors de son discours d'inauguration, il déclare qu'il luttera contre la discrimination à l'encontre des citoyens israéliens non juifs.

- Le 2 juillet, la Cour des magistrats de Jérusalem condamne Mordechai Vanunu à 6 mois de prison pour violation des termes de sa libération sur parole. La Cour l'accuse entre autre d'avoir été en

contact avec des journalistes étrangers et d'avoir tenté de quitter le pays. Mordechai Vanunu avait purgé une peine de prison de 18 ans pour divulgation de secrets nucléaires israéliens avant d'être libéré en avril 2004.

- Le 4 juillet, la Knesset approuve un remaniement ministériel. Haim Ramon, membre du parti Kadima réintègre le cabinet en tant que vice-Premier ministre. Roni Bar-On, jusque là ministre de l'intérieur, devient ministre des finances, succédant à Abraham Hirschson, impliqué dans une affaire de corruption et qui avait démissionné en avril.

Palestine

- Le 4 juillet, le correspondant de la BCC dans la bande de Gaza, Alan Johnston, enlevé le 12 mars dernier par l'Armée de l'Islam, est libéré suite aux pressions du Hamas, qui avait arrêté plusieurs des membres de l'Armée de l'Islam et encerclé leur bureaux dans la ville de Gaza.

- Le 13 juillet, le cabinet d'urgence de Salam Khalid Abdallah Fayyad, créé le 14 juin dernier, démissionne et est remplacé par un nouveau gouvernement, dont la composition est presque identique à celle du cabinet d'urgence. Salam Khalid Abdallah Fayyad se maintient au poste de Premier ministre.

Négociations de paix

- Le premier juillet, Israël transfère plus de 100 millions de dollars au gouvernement modéré du président Mahmoud Abbas en Cisjordanie, mettant un terme à son blocus économique contre l'Autorité palestinienne, qui aura duré près d'un an et demi. Le 3 juillet Israël et le gouvernement du président Abbas reprennent les négociations sur les questions de sécurité. Le 8 juillet, Israël accepte de libérer 250 prisonniers palestiniens. Le 20 juillet, 255 prisonniers sont libérés, majoritairement des membres du Fatah. Le 15 juillet, Israël proclame une amnistie pour 190 militants, dont la plupart sont membres des Brigades des Martyres d'al-Aqsa, affiliées au Fatah.

- Le 16 juillet, le président américain George W. Bush prône l'organisation, cet automne, d'une conférence sur la paix au Proche-Orient, sous la prési-

dence de la secrétaire d'État, Mme Condoleezza Rice, et à laquelle devraient participer des représentants des palestiniens, des israéliens et des pays voisins qui sont favorables à la création d'un État palestinien. Il promet également une aide de 190 millions de dollars au président de l'Autorité palestinienne.

- Les 23 et 24 juillet, le nouveau représentant du Quartet Tony Blair entreprend sa première visite dans la région, passant par la Jordanie, Israël et la Cisjordanie.

- Le 25 juillet, selon le quotidien *Haaretz*, Ehud Olmert propose à Mahmoud Abbas des négociations en vue d'un accord de principe sur la création d'un État palestinien, portant sur 90 % de la Cisjordanie, la construction d'un tunnel reliant la Cisjordanie à Gaza et un arrangement pour Jérusalem-est permettant aux Palestiniens de présenter cette partie de la ville comme leur capitale.

- Le 25 juillet, une délégation de la Ligue arabe, menée par les ministres des affaires étrangères égyptien et jordanien, fait une visite historique en Israël, pour promouvoir la proposition de paix de la Ligue arabe « territoires contre paix ». Les deux ministres rencontrent le Premier ministre Ehud Olmert et la ministre des affaires étrangères Tzipi Livni et demandent un calendrier précis de négociations avec les palestiniens au sujet de la création de leur futur État, tout en priant Israël de ne pas rater cette occasion.

Conflit entre les parties

- Dans le courant du mois de juillet, les affrontements entre le Hamas et Israël se poursuivent dans la bande de Gaza, avec des raids israéliens quasi quotidiens. Le 5 juillet, des tanks israéliens entrent dans Gaza et tuent au moins 6 membres des Brigades d'Izz ad-Din al-Qassam, la branche militaire du Hamas.

Août 2007

Israël

- Le 7 août, la police expulse avec force 30 colons juifs et une centaine de leurs supporters de la ville d'Hebron, où ils occupaient illégalement un bâtiment abandonné depuis 2006, en violation d'une décision de la Cour suprême. Le 8 août, *The Times* rapporte que

l'armée israélienne a condamné 12 soldats à un mois de prison, pour avoir refusé de participer à l'opération.

- Le 14 août, avec 73,2 % des voix au premier tour, Benyamin Netanyahu est réélu au poste de leader du parti d'opposition Likud.
- Le 16 août, le sous-secrétaire d'État américain pour les affaires politiques Nicholas Burns signe un accord avec Israël allouant à celle-ci une aide militaire de 30 milliards de dollars sur une période de 10 ans à partir de 2008. Ce montant représente une augmentation de 25 % de l'aide militaire américaine à Israël.

Palestine

- Le 8 août, le président Mahmoud Abbas se rend en Égypte où il s'entretient avec le président égyptien Hosni Moubarak. A l'issue de la réunion, il déclare qu'il ne négociera pas avec le Hamas, tant que celui-ci ne renoncera pas à sa main mise sur la bande de Gaza. Le 14 août, après que le Premier ministre italien Romano Prodi et un comité des affaires étrangères du Parlement anglais aient critiqué la politique de boycott du Hamas, la ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni déclare que la communauté internationale commettrait une grave erreur en dialoguant avec le Hamas.
- Le 19 août, des milliers de palestiniens résidant dans la bande de Gaza sont plongés dans le noir suite à la décision de l'UE de suspendre le financement des livraisons de carburant, contraignant la seule compagnie d'électricité locale à couper le courant. L'UE déclare qu'elle reprendra les paiements après s'être assurée que l'argent n'est pas utilisé par le Hamas à d'autres fins. Le 21 août, l'UE reprend son financement.

Négociations de paix

- Le premier août, la secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice et le secrétaire à la défense américaine Robert Gates se rendent en Arabie Saoudite, où ils rencontrent le prince Saud al-Faisal ibn Abdul Aziz, ministre des affaires étrangères. Après leur rencontre, le prince annonce que l'Arabie Saoudite n'exclue pas la possibilité d'assister à la conférence pour la paix au Proche-Orient, proposée par le président américain George W. Bush en avril dernier. Le même jour, Condoleezza Rice rencontre le Pre-

mier ministre israélien Ehud Olmert, qui se déclare prêt à négocier un accord de principe sur la création d'un État palestinien, en prévision de la conférence internationale initiée par le président américain et qui devrait avoir lieu d'ici la fin de l'année. Le lendemain, pour la première fois depuis le coup de force armé des islamistes du Hamas à Gaza, Condoleezza Rice se rend à Ramallah, où le président palestinien Mahmoud Abbas déclare qu'il est prêt à négocier un accord de principe avec Israël, comme étape intermédiaire. Le 6 août, pour la première fois en 7 ans, les leaders palestiniens et israéliens se rencontrent dans les territoires palestiniens. A l'issue de la rencontre qui aura duré 3 heures dans un hôtel à Jéricho, un porte-parole israélien déclare que la rencontre a été très constructive, sans pour autant que les questions essentielles du conflit aient été abordées. Le 28 août, les 2 leaders se rencontrent à la résidence officielle d'Olmert à Jérusalem, où ils poursuivent les discussions sur un accord de principe.

Conflits entre les parties

- Le 20 août, un missile israélien tue 6 militants du Hamas et en blesse un autre près du camp de réfugiés de Bureij dans la bande de Gaza. Le 21 août, les troupes israéliennes tuent des militants du Djihad Islamique dans le sud de la bande de Gaza alors que 2 enfants palestiniens sont tués lors d'une autre opération des forces armées israéliennes.

Septembre 2007

Israël

- Le 5 septembre, la Cour suprême juge à l'unanimité que le tracé du mur de séparation porte préjudice au village de Bilin et qu'il doit être modifié. Ces 30 derniers mois, des protestations avaient eu lieu tous les vendredis près du mur qui sépare les villageois de leur champ. La Cour conclue que le tracé actuel ne visait pas des fins sécuritaires. Mais au grand regret des habitants, toutes les terres de Bilin ne seront pas rendues à leurs propriétaires.
- Le 6 septembre, l'organisation des droits de l'homme Human Rights Watch (HRW) publie un rapport affirmant que les attaques aériennes israéliennes

indiscriminées lors de la guerre avec le Liban en 2006, sont responsables de la majorité des pertes civiles du côté libanais. Par là, HRW dément les accusations selon lesquelles le Hezbollah aurait utilisé la population civile pour se protéger. Neufs cents civils libanais avaient perdu la vie pendant cette guerre qui avait duré 34 jours. Le même jour, les Forces de défense israéliennes déclarent que le rapport contient de nombreuses inexactitudes et insiste sur le fait que l'armée avait respecté les normes internationales et les droits de l'homme.

- Le 24 septembre, le procureur général Menachem Mazuz ordonne à la police de lancer une enquête criminelle contre le Premier ministre Ehud Olmert concernant des allégations de corruption immobilière.

Palestine

- Le 7 septembre, les forces du Hamas arrêtent 4 leaders hauts placés du Fatah dans la bande de Gaza, suite à des affrontements violents avec des supporters du Fatah qui tentaient de faire la prière du vendredi à l'extérieur de la mosquée de Qatiba. Le Hamas avait interdit au mois d'août les prières en plein air, jugées politisées.

Négociations de paix

- Début septembre, le représentant du Quartet Tony Blair entreprend sa 2ème visite dans la région du Moyen-Orient. Le 23 septembre, Blair et des représentants des membres du Quartet se réunissent à New York, où ils approuvent la prorogation du mécanisme d'aide d'urgence de l'UE, mis en place après l'arrivée au pouvoir du Hamas en mars 2006.
- Le 10 décembre, le président palestinien Mahmoud Abbas et le Premier ministre israélien Ehud Olmert se rencontrent à Jérusalem. Le 11 septembre, le *International Herald Tribune* rapporte que Abbas et Olmert ont accepté de mettre sur pied une équipe de négociateurs et de créer 8 comités ministériels conjoints pour travailler sur des sujets communs tels que les communications, la sécurité et la coopération économique.
- Le 20 septembre, la secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice rencontre le président Abbas et le Premier ministre Ehud Olmert.

Conflits entre les parties

▪ Le 11 septembre, le Jihad Islamique et le Comité de Résistance Populaire lancent une roquette sur la base militaire israélienne de Zikim, blessant 69 recrues israéliennes et provoquant une contre-attaque israélienne. Le 19 septembre, face au lancement continu de roquettes, Israël déclare la bande de Gaza « territoire hostile » et adopte formellement une politique visant à limiter la circulation de marchandises vers la bande de Gaza ainsi que la fourniture de carburant et d'électricité dans le but d'asphyxier le gouvernement du Hamas. Les 26 et 27 septembre, l'armée israélienne effectue une série d'attaques aériennes ainsi qu'une incursion terrestre dans le nord de la bande de Gaza, tuant 12 palestiniens, dont 2 civils.

Octobre 2007*Israël*

▪ Le 8 octobre, le Premier ministre Ehud Olmert déclare devant la Knesset qu'il envisage de consacrer l'année 2008 à la recherche de la paix avec les palestiniens. Il ajoute qu'il a développé une bonne relation de travail avec le président palestinien Mahmoud Abbas au cours de leurs dernières rencontres.

▪ Le 9 octobre, le Premier ministre Ehud Olmert est interrogé par la police dans sa résidence à Jérusalem, dans le cadre d'une enquête concernant la privatisation de la Banque Leumi en 2005 alors qu'il était ministre des finances.

▪ Le 15 octobre, Olmert annonce, suite à la publication d'un rapport très critique, que le gouvernement va accroître jusqu'à 373 millions de dollars par an l'aide publique en faveur des survivants de l'holocauste.

▪ Le 18 octobre, deux jours après que le président russe Vladimir Poutine se soit rendu en Iran où il a déclaré qu'il ne permettrait pas une attaque militaire contre l'Iran, le Premier ministre Ehud Olmert fait une visite surprise en Russie pour discuter avec le président russe du programme nucléaire iranien.

▪ Le 21 octobre, Yuval Diskin, responsable de la force de sécurité interne Shin Bet déclare au cabinet ministériel que des militants palestiniens du Tanzim, une faction du mouvement du Fatah,

avaient planifié l'assassinat du premier ministre Ehud Olmert le 6 juin dernier, alors que celui-ci devait se rendre à Jéricho pour s'entretenir avec le président palestinien Mahmoud Abbas. La réunion avait été annulée et les informations avaient été transférées à l'Autorité palestinienne qui avait procédé à l'arrestation de trois suspects.

Palestine

▪ Le 12 octobre, le Premier ministre du Hamas Ismail Haniyeh déclare que l'administration de la bande de Gaza par le Hamas était temporaire et que les pourparlers de réconciliations avec le Fatah reprendraient bientôt.

Négociations de paix

▪ Le premier octobre, les autorités israéliennes libèrent 57 prisonniers palestiniens, tous résidents en Cisjordanie. Le 2 octobre, 29 prisonniers originaires de la bande de Gaza sont libérés.

▪ Le 3 octobre et le 26 octobre, le président palestinien Mahmoud Abbas et le Premier ministre israélien Ehud Olmert se rencontrent à Jérusalem. Olmert promet qu'Israël ne causera pas une crise humanitaire dans la bande de Gaza, malgré son intention de procéder à des coupures de courant pour contrer les attaques depuis la bande de Gaza.

▪ Du 14 au 17 octobre, la secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice se rend en Israël, dans les Territoires palestiniens occupés et en Egypte pour établir les bases d'une conférence de paix au Proche-Orient, sponsorisée par les États-Unis et qui devrait avoir lieu fin novembre ou début décembre à Annapolis aux États-Unis. Le 15 octobre, lors de sa réunion avec le président Mahmoud Abbas, Rice appelle les palestiniens à réduire les différends avec Israël sur une déclaration de principes commune en amont de la conférence. Le 17 octobre, Abbas accuse Israël d'empêcher tout progrès pour arriver à une telle déclaration commune.

Conflits entre les deux parties

▪ Le 7 octobre, le Comité de Résistance Populaire lance une roquette Katyusha depuis la bande de Gaza sur Israël, qui atterrit à Netivot, à 11 km à l'est

de Gaza. Le 23 octobre, l'armée israélienne lance un missile sur la voiture de Mubarak al-Hassanat, un membre haut placé des Comités de Résistance Populaire qui fait partie du ministère de l'intérieur mené par le Hamas, le tuant sur le coup.

▪ Le 28 octobre, en riposte à la poursuite du lancement de roquettes sur Israël depuis la bande de Gaza, Israël annonce qu'elle a commencé à réduire l'approvisionnement de la bande de Gaza en fuel et qu'elle a fermé un des deux postes frontaliers par où entraient la nourriture et les médicaments.

Novembre 2007*Israël*

▪ Le 3 novembre, plus de 100 000 personnes se regroupent dans le centre de Tel Aviv à la mémoire de l'ancien Premier ministre Itzhak Rabin assassiné en 1995.

▪ Le 29 novembre, la police israélienne annonce qu'elle n'a pas assez de preuve pour poursuivre le Premier ministre Ehud Olmert dans l'affaire de privatisation de la Banque Leumi en 2005, alors qu'il était ministre des finances.

Palestine

▪ Le 2 novembre, pour la première fois depuis la prise de pouvoir du Hamas dans la bande de Gaza en juin, le président Mahmoud Abbas rencontre une délégation du Hamas à Ramallah, tout en précisant qu'il ne s'agissait pas du début d'un dialogue formel avec le Hamas. Le 7 novembre, le Hamas convie la première session du Conseil législatif palestinien depuis juin, à laquelle participent 35 députés sur 132, dont 7 par vidéoconférence depuis la Cisjordanie. Le 12 novembre, des affrontements dans la ville de Gaza entre des supporters du Fatah, qui célèbrent le 3e anniversaire de la mort de leur leader Yasser Arafat, et du Hamas se soldent par la mort d'au moins 6 palestiniens.

Négociations de paix

▪ Le 27 novembre, une conférence pour relancer le processus de paix au Proche-Orient et jeter les bases d'une

négociation pour un accord de paix final et la constitution d'un État palestinien, a lieu à Annapolis aux États-Unis, à l'initiative du président américain George W. Bush. La conférence se solde par une déclaration de principes dans laquelle les deux parties s'engagent à arriver à un accord de paix d'ici la fin de l'année 2008. Outre la délégation palestinienne et israélienne, une cinquantaine d'États et d'organisations sont présents à cette conférence, dont les représentants du Quartet et ceux du comité de suivi de la Ligue arabe, créé en mars pour relancer l'initiative de paix du roi saoudien Abdullah ibn Abdul Aziz « territoires contre la paix », qui remonte à 2002. Après que la question du plateau du Golan ait été mise à l'ordre du jour de la conférence, la Syrie avait accepté d'envoyer une délégation de bas niveau, menée par le vice-ministre des affaires étrangères Faisal Makdad. Le 28 novembre, la secrétaire d'État Condoleezza Rice annonce la nomination du général James Jones en tant que son représentant spécial pour la sécurité au Proche-Orient.

Décembre 2007

Israël

- Le 2 décembre, à Jérusalem une Cour condamne Hamdi Quran, membre du Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP), à la prison à vie pour l'assassinat du ministre israélien du tourisme Rehavam Ze'evi en octobre 2001.
- Le 4 décembre, le ministère de l'habitat et de la construction publie des offres pour la construction de 307 habitats à Har Homa, un quartier dans le sud-est de Jérusalem, considéré par les Palestiniens comme une colonie. Le 7 décembre, la secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice prévient les israéliens que ces nouvelles constructions risquent de mettre à mal le processus de paix relancé à Annapolis en novembre.
- Le 7 décembre, *The Guardian* rapporte que le ministre de la sécurité publique Abraham Dicter a annulé un voyage au Royaume-Uni prévu en janvier 2008, car un mandat d'arrêt pour crime de guerre avait été lancé contre

lui, pour ses actes lors d'un raid aérien israélien à Gaza en juillet 2002 qui avait tué plusieurs civils palestiniens dont 9 enfants. Dicter était alors chef du Shin Bet, les forces de sécurité internes.

- Le 14 décembre, le Conseil de Sécurité des Nations unies adopte la résolution 1788 (2007) prorogeant de six mois le mandat de la Force des Nations unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD), stationnée sur le plateau du Golan.

Palestine

- Le 14 décembre, des officiers de la sécurité du Hamas arrêtent Omar al-Ghoul, conseiller du Premier ministre Salam Khalid Abdallah Fayyad, alors que celui-ci se rendait dans la bande de Gaza pour assister aux funérailles de sa mère.
- Le 17 décembre, 68 États et organisations se rassemblent à Paris où ils s'engagent à apporter une aide financière aux palestiniens s'élevant à 7,4 milliards de dollars, bien plus que ce que le gouvernement de Mahmoud Abbas avait demandé pour financer un programme de réforme s'étalant sur trois ans. Le Hamas qualifie cet aide de « déclaration de guerre ».

Négociations de paix

- Le 2 décembre, le Premier ministre israélien Ehud Olmert déclare à son cabinet qu'Israël n'est pas tenu par l'objectif d'Annapolis d'arriver à un accord de paix avec les palestiniens d'ici la fin 2008 et ajoute que tout progrès dans le processus de paix dépendra de la capacité des palestiniens à freiner ses militants. Le 3 décembre, Israël accepte la libération de 429 prisonniers palestiniens en vue de renforcer le dialogue politique avec le président palestinien Mahmoud Abbas et son gouvernement en Cisjordanie. La majorité des prisonniers font partie du Fatah et seulement 20 prisonniers sont originaires de la bande de Gaza. Le 12 décembre, un comité de pilotage composé de négociateurs palestiniens et israéliens se rencontre à Jérusalem pour lancer les pourparlers sur la conclusion d'un accord de paix avant la fin de l'année 2008, comme convenu lors de la conférence d'Annapolis en novembre. Le 27

décembre, Mahmoud Abbas et Ehud Olmert se rencontrent à Jérusalem.

Conflits entre les deux parties

- Le 11 décembre, des soldats et tanks israéliens pénètrent dans la bande de Gaza et affrontent des militants palestiniens près des villes de Khan Yunis et Rafah. Six militants palestiniens, membres du Comité de Résistance Populaire et du Jihad Islamique sont tués. En riposte, les militants palestiniens lancent 17 roquettes et 4 obus de mortier sur Israël, blessant une femme près de Sderot. Les 17 et 18 décembre, Israël procède à plusieurs raids aériens sur la bande de Gaza, tuant 17 palestiniens, presque tous membres du Jihad Islamique. Le 18 décembre, le journaliste Suleiman al-Shafi de la chaîne de télévision israélienne *Channel 2* annonce que le Premier ministre du Hamas Ismail Haniyeh avait affirmé qu'il avait la capacité de faire cesser le lancement de roquettes à condition qu'Israël mette fin au blocus et à l'assassinat de palestiniens. Le 23 décembre le Premier ministre exclut toute négociation sur un cessez-le-feu avec le Hamas, ajoutant qu'Israël était en guerre avec les factions militantes de la bande de Gaza et que les opérations anti-terroristes se poursuivraient pendant des mois. Le 28 décembre, deux soldats israéliens au repos sont tués par des militants du Jihad Islamique dans la colonie de Kiryat Arba, près de la ville de Hébron. Deux palestiniens sont également tués dans l'échange de feux.

Sources :

AFP
Agence Europe
All Africa
Amnesty International
Keesings
Le Figaro
Le Monde
Les Echos
News Press
Press Releases of the European Commission
Presse Canadienne
Reporters sans Frontières
Reuters